

RFSO 1000168668 and 1000169207

QUESTIONS AND ANSWERS

QUESTION 65:

We asked in a previous email whether an aboriginal company could submit a bid for both the set aside and the non set aside and the answer was affirmative. We meant for the same region. The above seems to indicate that this would not be allowed, would you please clarify whether an aboriginal company is allowed to submit a bid for a set aside and a non set aside for the same region.

ANSWER 65: Yes

QUESTION 66: We would appreciate knowing why the department chose the 5 year limit for experience for firm project summaries instead of another time frame and would the Department consider extending this frame.

ANSWER 66: The Department has deemed that this criteria is the minimum acceptable.

QUESTION 67: Are you at liberty to advise us who is on the evaluation committee?

ANSWER 67: To ensure transparency and integrity of the solicitation process, we cannot provide the names of the potential Evaluation Committee Members.

QUESTION 68: It is still not clear to us how we can fulfill the firm project summaries as we are a new firm and would like to know how we can address this issue and comply with the requirement.

ANSWER68: See Answers 5, 40, 41. Also, see specifically M1 1.4. There is a requirement for three resources across three firm summaries.

QUESTION 69: Are the document scanning facilities at the Department available for use by firms and their resources?

ANSWER 69: No, there are no document scanning facilities available for use by firms and their resources.

QUESTION 70: Will the department accept a research analysis resource as the "principal" if they live in Toronto?

ANSWER 70: In theory yes, as long as the firm meets the requirements of M2 2.3.

QUESTION 71: We are still not clear how we can meet the requirement, as a firm, to provide any evidence of projects. We do not have any. However we have worked as individuals on projects for various government departments that would qualify. Is this acceptable?

ANSWER 71: Yes, if the projects the individuals worked on meet the requirements of M1.

QUESTION 72: Could we please have further clarification on this point:

DIAND reserves the right to refuse any and all Offers received in response to this RFSO, without incurring any obligation to any Bidder having responded.

ANSWER 72: DIAND reserves the right to refuse any and all Offers received and is under no obligations to compensate Bidders.

QUESTION 73: Can the research and/or document management work be performed remotely from regions other than the region where the bid was won?

ANSWER 73: This could be possible but it would depend on the requirements of the particular project.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION 65 : Nous vous avons demandé, dans un courriel précédent, si une entreprise autochtone pouvait présenter une soumission et pour une commande réservée et pour une commande non réservée et vous nous avez dit oui. Nous parlons de commandes dans une même région. L'information ci-dessus semble indiquer le contraire. Pouvez-vous nous dire si une entreprise autochtone peut présenter une soumission pour une commande réservée et pour une commande non réservée dans une même région?

RÉPONSE 65: Oui

QUESTION 66 : Nous aimerions savoir pourquoi le Ministère a déterminé que les projets décrits dans les résumés de projets des entreprises doivent avoir été réalisés dans les cinq dernières années et si le Ministère serait prêt à rallonger cette période.

RÉPONSE 66: Le Ministère juge que ce critère est le critère minimal acceptable.

QUESTION 67 : Avez-vous le droit de nous dire qui compose le comité d'évaluation?

RÉPONSE 67: Pour assurer la transparence et l'intégrité du processus d'appel d'offres, nous ne pouvons révéler les noms des membres potentiels du comité d'évaluation.

QUESTION 68 : Nous ne savons pas vraiment comment remplir la section sur les résumés de projets puisque notre entreprise a vu le jour récemment, et nous aimerions savoir comment nous pouvons régler ce problème tout en répondant aux critères.

RÉPONSE 68: Consultez les réponses aux questions 5, 40 et 41. Consultez notamment la section O1-1.4.; vous y trouverez un critère qui exige trois ressources pour les trois résumés de projets à fournir.

QUESTION 69 : Y a-t-il, dans les bureaux du Ministère, de l'équipement de numérisation que les entreprises et leurs ressources peuvent utiliser?

RÉPONSE 69: Non, il n'y a pas d'équipement de numérisation que les entreprises et leurs ressources peuvent utiliser.

QUESTION 70 : Le Ministère acceptera-t-il que la ressource à l'analyse de la recherche soit aussi utilisée comme « ressource principale » si elle est située à Toronto?

RÉPONSE 70: En théorie oui, si l'entreprise respecte les critères de la section O2-2.3.

QUESTION 71 : Nous ne savons toujours pas comment, en tant qu'entreprise, nous pouvons fournir des preuves de projets que nous avons réalisés, puisque nous n'en

avons aucun. Chacun d'entre nous a toutefois travaillé sur des projets avec divers ministères qui seraient admissibles. Est-ce suffisant?

RÉPONSE 71: Oui, si les projets sur lesquels chaque personne a travaillé répondent aux critères de la section O1.

QUESTION 72 : Pourriez-vous nous donner plus d'explication sur l'énoncé suivant?

« Le MAINC se réserve le droit de refuser l'une ou l'ensemble des offres reçues à la suite de la présente demande d'offres à commandes, sans engager une quelconque obligation envers tout soumissionnaire ayant répondu. »

RÉPONSE 72: Le MAINC se réserve le droit de refuser l'une ou l'ensemble des offres reçues et n'est pas dans l'obligation de verser une compensation aux soumissionnaires.

QUESTION 73 : La recherche ou la gestion des documents pourrait-elle avoir lieu à partir d'une autre région que celle où la soumission a été retenue?

RÉPONSE 73: Cela pourrait être possible, mais ceci dépendra des exigences du projet choisi.